
Flora Bajard, Béatrice Crunel, Caroline Frau,
Frédéric Nicolas, Fanny Parent (dir.),
*Professionnalisation(s) et État. Une sociologie politique
des groupes professionnels*

Corinne Delmas



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lectures/27698>

ISSN : 2116-5289

Éditeur

Centre Max Weber

Référence électronique

Corinne Delmas, « Flora Bajard, Béatrice Crunel, Caroline Frau, Frédéric Nicolas, Fanny Parent (dir.), *Professionnalisation(s) et État. Une sociologie politique des groupes professionnels* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2018, mis en ligne le 22 octobre 2018, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/27698>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors

Flora Bajard, Béatrice Crunel,
Caroline Frau, Frédéric Nicolas,
Fanny Parent (dir.),
*Professionnalisation(s) et État. Une
sociologie politique des groupes
professionnels*

Corinne Delmas

- 1 Les dynamiques de professionnalisation ont fait l'objet de nombreuses enquêtes, portant aussi bien sur des métiers peu institutionnalisés (« occupations » au sens anglo-saxon du terme) que sur des professions dites « établies » (« profession » dans le sens anglo-saxon du terme). Dans cette perspective, cet ouvrage collectif évoque une grande diversité de groupes, mais en visant une dimension spécifique, à savoir celle des relations entretenues avec les divers segments de l'État. Il se structure en deux grandes parties, la première évoquant « l'État et son action sur les groupes professionnels » (p. 23), la seconde ciblant « un ordre étatique co-construit par les groupes professionnels » (p. 143).
- 2 La première partie montre la complexité des dynamiques professionnelles de groupes aux marges de l'État, s'opérant à la fois, comme le précise l'introduction de Gildas Tanguy, « sous l'aile protectrice de l'État » et sous la contrainte d'institutions politico-administratives. Mathilde Piette y montre ainsi combien le corpus juridique façonne les pratiques des militants de la Cimade (Comité inter-mouvements auprès des évacués) et participe d'une professionnalisation de ces activités associatives. Les observations révèlent l'institutionnalisation du travail militant, qui se « routinise », se « juridicise », s'individualise et se formalise. La place croissante du droit et de la défense juridique des étrangers dans ce travail nécessite l'acquisition de connaissances et de savoir-faire spécifiques ; cette juridicisation va de pair avec un renforcement du poids de juristes, nombreux parmi les bénévoles, tout en favorisant le recrutement de militants dotés d'un

capital culturel élevé. Frédéric Nicolas, quant à lui, analyse la création d'un marché du travail d'encadrement en agriculture biologique, interrogeant l'émergence d'une profession agrobiologique autonome. Dans ce chapitre stimulant, l'auteur décrit finement des logiques de professionnalisation de l'agriculture biologique qui s'opère via un contrôle des effectifs et des critères de professionnalité qui ne sont pas totalement sous le contrôle des agriculteurs biologiques. Il montre également la position centrale de l'État quant à l'ordonnement de ce segment professionnel et met en évidence « les mécanismes par lesquels se reproduit, à travers l'agriculture biologique, un ordre social et professionnel hérité de la “modernisation agricole” » (p. 91). Pour sa part, Anne-France Taiclet évoque « la professionnalisation des développeurs territoriaux comme mécanisme de production de normes dans l'action publique » (p. 93), soulignant les segmentations de cette « nébuleuse hétérogène » constituée de nombreux acteurs qui tendent à s'affirmer comme des professionnels du développement territorial, mais qui sont confrontés à une forte précarité. Au sein de ce groupe, certains acteurs déploient des stratégies distinctives : on relève notamment la promotion de savoir-faire en matière de construction de « projets » ; « tout se passe comme si les développeurs économiques s'attachaient à estomper l'origine “publique” de leurs interventions en s'associant symboliquement au privé » (p. 107). L'auteure analyse aussi la contribution de tels jeux d'acteurs « à la construction de l'action publique » (p. 125). Cette première partie se conclut sur un chapitre de Luc Sigalo Santos qui, évoquant « l'État social actif aux prises avec la professionnalisation des artistes allocataires du RSA », montre « l'ambivalence structurelle des politiques d'insertion professionnelle et de ses agents, pris entre des injonctions contradictoires à l'aide et au contrôle » (p. 138). L'auteur révèle les incertitudes et controverses sous-tendant les essais de définition du « professionnalisme » artistique dans le cadre d'une politique publique d'insertion. Son étude de cas montre combien les cadres territoriaux et les agents d'insertion sont déconcertés face aux projets professionnels d'artistes allocataires du RSA, dont les modalités d'organisation s'accordent mal avec l'objectif de retour rapide à l'emploi, d'où la délégation partielle de la prise en charge de ces usagers à des prestataires spécialisés.

- 3 Comme le souligne Valérie Boussard dans son introduction ouvrant la deuxième partie de l'ouvrage, plusieurs travaux de sociologie des professions et de sociologie de l'action publique visent, depuis une vingtaine d'années, à « ouvrir la boîte noire » de l'État et de ses relations avec les professions. Les cinq chapitres rassemblés ici sont exemplaires de cette démarche. Le texte de Natacha Gally sur la haute fonction publique en France et au Royaume-Uni éclaire des élites administratives davantage explorées par la science politique que par la sociologie des groupes professionnels. Elle y analyse la figure du « généraliste » au cœur d'un processus de professionnalisation qu'elle perçoit comme inachevé ; la haute fonction publique, « tout en réalisant la clôture du marché vers l'extérieur, laisse s'exprimer les concurrences internes à la haute administration » (p. 174). Olivier Quéré se propose pour sa part de déchiffrer les usages de la professionnalisation par les acteurs ministériels en charge des Instituts régionaux d'administration (IRA). Cette catégorie permettrait la mise à distance du modèle de formation universitaire des cadres de l'administration et servirait un travail de consolidation de la position des IRA dans le champ de la formation des élites. L'injonction à la professionnalisation justifie par ailleurs l'introduction de savoirs managériaux et contribue à valoriser la figure du « cadre » de la fonction publique. C'est la promotion du changement chez les professionnels eux-mêmes qu'éclaire le texte suivant, de David Pichonnaz, sur « les raisons de l'engagement réformateur policier » en Suisse. L'auteur y

analyse les dispositions et les conditions pratiques rendant possible l'appropriation, par certains professionnels, d'idées et d'expériences produites dans d'autres espaces, provenant par exemple de professions voisines (soins, travail social, enseignement), de disciplines académiques (psychologie, droits humains, éthique) ou relevant de la circulation des idées et des expériences conduites à l'étranger (police de proximité) ainsi que dans les différents cantons. L'engagement réformateur peut être facilité par la détention d'un capital scolaire, mais aussi découler d'une vision du métier hétérodoxe, l'auteur révélant à cet égard « le rôle crucial joué par la segmentation professionnelle de laquelle découle l'existence d'unités spécialisées plus ou moins perméables à la *doxa* professionnelle, qui constituent autant de lieux d'acquisition de dispositions critiques dont l'activation a été facilitée par un contexte de plus grande légitimité des idées hétérodoxes » (p. 236). L'étude du cas des céramistes d'art en France, par Flora Bajard, illustre pour sa part « la tension qui peut structurer un processus de professionnalisation : contre l'État, mais pas sans lui » (p. 242), l'auteure proposant ainsi de dépasser une opposition binaire et frontale entre les deux notions d'autonomie et d'hétéronomie. Si ces professionnels contestent pour la plupart la dichotomie entre « art » et « artisanat », ou revendiquent une activité « entre-deux » pour faire reconnaître leur légitimité à être artistes tout en faisant des œuvres fonctionnelles, il semble difficile pour les institutions publiques d'intégrer l'ambivalence de cette activité professionnelle, la construction des politiques publiques en matière de création reposant sur une partition franche entre art et artisanat. Le rapport critique aux institutions culturelles qui en résulte ainsi que la confrontation engagée par les organisations représentatives et les membres du métier pour obtenir un cadre officiel entérinant leurs normes professionnelles, attestent le caractère déterminant du pouvoir politique « dans la reconnaissance des contenus et des significations que les céramistes d'art donnent à leur travail : il agit en fait comme validation de l'autonomie professionnelle » (p. 263). L'étude que Marjorie Glas consacre au « metteur en scène entre revendications sectorielles et institutionnalisation du théâtre public » (p. 267) révèle également un processus conjoint d'autonomisation et d'hétéronomisation vis-à-vis des pouvoirs publics qui ont exercé une influence décisive dans l'affirmation d'un metteur en scène s'arrogeant le monopole de la légitimité au sein du secteur théâtral public, quand bien même ce dernier s'est constitué dans une démarche d'autonomisation forte vis-à-vis du pouvoir, politique comme économique. « Les agents dominants du champ ont accepté l'intervention de l'État, justement afin de préserver leur indépendance artistique et économique, utilisant comme justification la recherche d'un public populaire » (p. 288).

- 4 Les études de cas rassemblées dans cet ouvrage éclairent la diversité des relations possibles entre les professions et l'État tout en montrant combien la professionnalisation constitue un processus permanent, non linéaire et toujours inachevé, d'ajustement des frontières. C'est ce que rappelle dans sa conclusion Didier Demazière : il n'y a dès lors pas « une » mais plusieurs professionnalisations, comme l'indique le titre de l'opus. Se recommandant par la diversité de ses enquêtes et la cohérence globale de son propos, cet ouvrage atteste les renouvellements et la vitalité des études sur les dynamiques professionnelles, et montre la fertilité de perspectives à la croisée de la sociologie de l'État et des groupes professionnels.

AUTEUR

CORINNE DELMAS

Professeure de sociologie à l'Université de Nantes, membre du Centre nantais de sociologie (CENS, UMR 6025).